



Otan et nukes ne sont pas des thèmes électoraux

L'art de la guerre

Par [Manlio Dinucci](#)

Mondialisation.ca, 06 février 2018

ilmanifesto.it

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Nations Unies](#)

Le Gouvernement, qui dans la période électorale reste en charge pour “traiter les affaires courantes”, est sur le point de prendre de nouveaux engagements contraignants dans l’Otan pour le compte de l’Italie. Ils seront officialisés dans le Conseil Atlantique-Nord, qui se tient les 14 et 15 février à Bruxelles au niveau des ministres de la défense (pour l’Italie Roberta Pinotti).

(Vidéo sous-titrée en français qui correspond à l'article)

L’agenda n’a pas encore été communiqué. Il est cependant déjà écrit dans le “National Defense Strategy 2018”, que le secrétaire USA à la défense Jim Mattis a donné le 19 janvier. À la différence des précédents, le rapport du Pentagone est cette année top secret. Seul un résumé en a été publié, suffisant quand même pour nous faire comprendre ce qui se prépare en Europe.

Accusant la Russie de “violer les frontières de nations limitrophes et d’exercer un pouvoir de veto sur les décisions de ses voisins”, le rapport déclare : “Le moyen le plus sûr de prévenir la guerre est d’être préparés à en gagner une”.

Il demande ainsi aux alliés européens de “maintenir leur engagement à augmenter la dépense pour augmenter la puissance de l’Otan”. L’Italie s’est déjà engagée dans l’Otan à porter sa propre dépense militaire des actuels environ 70 millions d’euros par jour à environ 100 millions d’euros par jour. Mais pratiquement personne n’en parle dans le débat électoral.

Tout comme on ne parle pas du contingent italien déployé en Lettonie au bord du territoire russe, ni des avions de chasse italiens Eurofighter Typhoon basés le 10 janvier en Estonie, à une dizaine de minutes de vol de Saint Petersburg, avec le motif de protéger les pays baltes de l’“agression russe”.

Silence sur le fait que l’Italie a pris le 10 janvier le commandement de la composante terrestre de la Nato Response Force, projetable dans n’importe quelle partie du monde “sous la dépendance du Commandant suprême des forces alliées en Europe”, toujours nommé par le président des Etats-Unis.

Ignorée la nouvelle que la Marine italienne a reçu le 26 janvier le premier avion de chasse F-35B à décollage court et atterrissage vertical, dont le personnel sera entraîné dans la base des Marines de Beaufort en Caroline du Sud.

Tout cela et d'autres choses sont passées sous silence dans le débat électoral. Celui-ci se concentre sur les implications économiques de l'appartenance de l'Italie à l'Union européenne, mais en ignore celles politiques et militaires, et en conséquence économiques aussi, de l'appartenance de l'Italie à l'Otan sous commandement étasunien, dont font partie (après le Brexit) 21 des 27 états de l'Ue.

Dans ce cadre ne se trouve pas soulevée la question des nouvelles bombes nucléaires B61-12, que d'ici environ deux ans le Pentagone commencera à déployer en Italie à la place des actuelles B-61, poussant notre pays au premier rang dans la toujours plus dangereuse confrontation nucléaire avec la Russie.

Pour rompre la chape de silence sur ces questions fondamentales nous devrions poser aux candidates et candidats aux élections politiques (comme le propose le Comité No Guerra No Nato) deux questions précises dans des rencontres publiques, sur les réseaux sociaux et émissions radio-télévisées : "Êtes-vous favorable ou non à ce que l'Italie sorte de l'Otan ? Êtes-vous favorable ou non au déplacement immédiat hors de l'Italie des armes nucléaires USA ? Répondez Oui ou Non, en motivant éventuellement la raison de votre choix".

Aux 243 parlementaires (parmi lesquels se distingue le candidat leader du M5Stelle Luigi Di Maio), signataires de l'engagement Ican à faire adhérer l'Italie au Traité Onu sur l'interdiction des armes nucléaires, nous devrions poser une troisième question : "Sur la base de votre engagement soussigné, vous engagerez-vous, dans la prochaine législature, pour le déplacement immédiat hors de l'Italie des bombes nucléaires étasuniennes B-61, qui déjà violent le Traité de non-prolifération, et pour la non-installation des B61-12 et d'autres armes nucléaires ?".

Manlio Dinucci

Article original en italien :



[Nato e nukes non sono temi elettorali](https://ilmanifesto.it/nato-e-nucleare-non-sono-temi-elettorali/)

Edition de mardi 6 février 2018 de *il manifesto*

<https://ilmanifesto.it/nato-e-nucleare-non-sono-temi-elettorali/>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

Source de la photo : [businessinsider.com](https://www.businessinsider.com)

La source originale de cet article est ilmanifesto.it

Copyright © [Manlio Dinucci](https://ilmanifesto.it), ilmanifesto.it, 2018

A propos :

Manlio Dinucci est géographe et journaliste, ex-directeur exécutif pour l'Italie de l'International Physicians for the prevention of Nuclear War, association qui a reçu le Prix Nobel de la Paix en 1985. Porte-parole du Comitato no Guerra no Nato (Italie) et chercheur associé de Global Research (Canada). Prix international de journalisme 2019 pour Analyse géostratégique du Club de Periodistas de México.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca